Déontologie et minimalisme

Deontology and minimalism

Eirick Prairat

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ree/9229>

DOI : 10.4000/ree.9229

ISSN : 1954-3077

Éditeur

Nantes Université

Référence électronique

Eirick Prairat, « Déontologie et minimalisme », *Recherches en éducation* [En ligne], HS6 | 2014, mis en ligne le 01 mars 2014, consulté le 26 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ree/9229> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ree.9229>

Recherches en éducation est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Résumé

Cet article propose une réflexion sur l'éthique enseignante. Plus précisément, il défend l'idée que l'orientation déontologique est devenue une perspective souhaitable. Celle-ci relève moins d'une aspiration morale que d'une attitude lucide qui a pris acte des changements intervenus dans la société et dans l'exercice du métier. Ce texte s'attache aussi et surtout à définir, à partir d'une triple caractérisation, l'idée de minimalisme déontologique, montrant que c'est sans doute la seule régulation compossible avec le pluralisme et la diversité qui caractérisent aujourd'hui le monde enseignant.

Ce texte a une double ambition. Tout d'abord, il entend montrer la pertinence de l'option déontologique. L'instabilité croissante des situations de travail, l'affaiblissement des prérogatives statutaires ou encore la lente érosion de la légitimité traditionnelle de l'École sont autant d'éléments qui militent aujourd'hui en faveur de l'introduction d'une déontologie dans les métiers de l'enseignement. La seconde ambition, philosophique, est de donner corps à l'idée de minimalisme déontologique en montrant qu'elle est la forme de régulation la plus hospitalière au fait du pluralisme professionnel, offrant la possibilité de consensus normatifs au sein d'univers (professionnels) de plus en plus marqués par la diversité et la complexité. Dans la première section, nous explicitons la notion de déontologie professionnelle. Dans la seconde section (Raisons sociologiques), nous présentons cinq arguments, cinq bénéfiques, en nous attachant notamment à décrire la nouvelle donne professionnelle. Enfin, dans la troisième et dernière section (Arguments éthiques), il ne s'agit plus de justifier, au plan sociologique, le choix déontologique, mais de présenter l'option minimaliste et d'en apprécier la pertinence éthique à l'heure du pluralisme moral et de la juridicisation croissante de nos sociétés.

1. Qu'est-ce qu'une déontologie professionnelle ?

Précisons sans plus attendre l'idée de déontologie professionnelle. Une déontologie professionnelle est un ensemble de normes et de recommandations propres à l'exercice d'une profession afin de garantir la qualité du service qu'elle doit rendre. Elle n'a pas une vocation spéculative, mais une visée pratique, en définissant pour une profession donnée, à partir de son axiologie, un socle commun de règles et de principes. Mais nous ne comprenons vraiment ce qu'est une déontologie, c'est-à-dire que l'on en mesure pleinement les enjeux, que si nous complétons cette définition par une réflexion sur les fonctions (Prairat, 2009, p.19-20). À quoi sert une déontologie professionnelle ? Une déontologie est d'abord là pour organiser un groupe de professionnels en lui donnant des points de repère pour s'orienter dans des contextes de travail difficiles. Elle est là pour éclairer les praticiens dans l'exercice de leur décision. Loin d'être un carcan qui les enferme, elle est un guide pour assumer une responsabilité en acte, pour trouver des réponses à ce qui ne va plus de soi ou à ce qui n'est jamais vraiment allé de soi. Ainsi envisagée, elle n'est nullement un instrument de disciplinarisation même si, en raison de sa dimension collective, elle est inévitablement marquée par un certain formalisme. C'est aussi un texte qui participe à la définition d'une identité professionnelle en précisant, par-delà la spécificité

¹ Professeur des universités, Université de Lorraine, Institut universitaire de France (IUF).

d'un champ d'activité, l'ontologie d'une pratique. Qu'est-ce que bâtir pour un architecte ? Qu'est-ce qu'informer pour un journaliste ? Qu'est-ce que prodiguer des soins pour un médecin ? Une déontologie est toujours un texte qui, *in fine*, répond à la question « *quid ?* ». Enfin, une déontologie précise les bonnes et les mauvaises pratiques. Il ne s'agit pas, en l'occurrence, de jeter l'anathème sur certaines pratiques pédagogiques et à rebours de dicter le « pédagogiquement correct ». Une déontologie enseignante n'a à fixer ni standards didactiques ni canons pédagogiques, mais doit proposer des critères socio-éthiques qui permettent de récuser ou de valider certaines pratiques. En d'autres termes, elle identifie les pratiques douteuses, ambiguës ou illégitimes pour ne retenir que celles qui méritent d'être retenues. A la limite, nous pourrions dire qu'une déontologie n'invente rien, mais se contente d'interdire ou de valider certaines régularités déjà à l'œuvre dans les pratiques professionnelles. Dans toutes professions, il y a des choses à faire et à ne pas faire. En ce sens, elle est une sorte de sagesse collective issue des débats qui traversent et travaillent une profession.

2. Raisons sociologiques

Affirmer l'intérêt de la perspective déontologique (au sens d'une déontologie professionnelle), c'est mettre au jour les bénéfices que procurerait, et pour les professionnels et pour les usagers, l'adoption d'une déontologie et ce, en regard des nouveaux contextes de travail. On peut raisonnablement avancer cinq bénéfices, cinq arguments.

■ *L'habitus et la règle*

L'appartenance à un corps est problématique, difficile, lorsqu'elle ne repose plus sur un habitus partagé, c'est-à-dire sur l'existence d'un ensemble incorporé de règles de perception et d'action. Car ce sont ces règles incorporées qui fédèrent les professionnels d'une même branche d'activité et les rendent socialement visibles comme tels vis-à-vis de l'extérieur. L'effritement, l'affaiblissement voire la lente disparition de l'habitus commun, quelle qu'en soit la raison – par exemple un recrutement social plus diversifié – appelle une explicitation des principales règles qui définissent et organisent une pratique professionnelle. Lorsqu'il n'y a plus d'habitus partagé, le sentiment d'appartenance à un groupe tend à se faire par une allégeance collective et déclarée à un ensemble de principes et de règles. Dans un corps socio-professionnel marqué par la pluralité des références (morales, culturelles, didactiques, pédagogiques...) l'explicitation des règles du jeu semble être un exercice obligé pour résister aux forces centrifuges et maintenir une relative unité professionnelle. Il y a en somme une dialectique de l'endogène et de l'exogène qui est aussi une dialectique de l'implicite et de l'explicite. « Dès lors que prévaut l'individualisme des conduites, des références morales, des valeurs auxquelles on se réfère, la seule règle commune permettant la coexistence se doit d'être explicitée, codifiée dans des textes et actionnée par des procédures. À partir du moment où il n'est plus possible de faire fond sur un implicite commun, nos relations avec les autres doivent être régulées par la loi » (Roman, 1998, p.55). En d'autres termes, plus nous sommes indépendants, plus nous avons besoin de règles. L'instauration d'une déontologie, par l'adhésion à quelques grands principes partagés, réactive le sentiment d'appartenance.

■ *Le domaine d'expertise*

Face à la dispersion extensive et à l'accroissement potentiel des tâches liées à la complexification des activités professionnelles, une déontologie permet de fixer ou de réaffirmer les contours d'une pratique professionnelle. Elle précise et, par là même, stabilise les tâches assignables, en droit, à un professionnel. Même si entre le droit et le fait, entre le travail prescrit et le travail réel, il y a toujours un écart, une différence ; l'argument n'en garde pas moins sa pertinence. La mise au jour de ce que l'on pourrait appeler le domaine de définition d'une pratique devient un enjeu d'autant plus important que les professionnels ont à s'articuler à d'autres professionnels appartenant à d'autres branches d'activité. Plus un professionnel est impliqué dans un jeu complexe de coopération interprofessionnelle, plus il ressent ou peut

ressentir le besoin que soit précisé son domaine propre d'activité. Lorsqu'une coopération professionnelle s'établit dans un contexte fortement hiérarchisé, les ajustements se font généralement de manière autoritaire et unilatérale. Mais lorsque cette coopération mobilise des professionnels qui n'entretiennent pas entre eux des rapports de subordination, les arrangements s'établissent de manière tâtonnante. C'est dans cette seconde situation que l'exigence de délimitation se révèle utile car, en produisant de la lisibilité, elle facilite les accords et les ajustements. Une déontologie définit donc, *in fine*, le domaine de compétence du professionnel, ce que Vincent appelle l'espace de « l'agir qualifié » (Vincent, 2001, p.50).

■ **L'échec et la faute professionnelle**

Face à des situations professionnelles de plus en plus complexes, les professionnels peuvent se sentir désorientés, paralysés. « Si la demande de déontologie possède un fondement de légitimité, elle réside sans doute dans la difficulté croissante des fonctionnaires de l'Éducation nationale d'exercer leur liberté professionnelle » (Obin, 1994, p.12). Assurance psychologique mais aussi et surtout sécurité juridique. Les enseignants, comme tout fonctionnaire, bénéficient d'une protection juridique. Cela dit, on assiste à une montée progressive du nombre des affaires même si les chiffres restent modestes eu égard au nombre de jeunes scolarisés (Prairat, 2009, p.93-102). Le fait nouveau est que les parents n'hésitent plus aujourd'hui à contester en justice la plus banale des décisions scolaires. C'est aujourd'hui l'ensemble de la vie scolaire qui est sous le regard du juge (orientation, sanction, tenue vestimentaire...). La qualité de l'enseignement, qui est au cœur de l'école, est encore épargnée, mais pour combien de temps... Nous entrons dans une société où tend à exister, sur le modèle américain, une incrimination juridique virtuelle permanente. Une déontologie en définissant la compétence en termes d'obligations de moyens et non de résultats – en prescrivant dans certaines situations des protocoles à suivre et dans d'autres des comportements à éviter – travaille à distinguer l'échec de la faute et à restaurer l'échec comme issue toujours possible d'une situation. En séparant clairement l'échec de la faute, elle tend à dissiper les recours intempestifs au droit et à la logique juridique pour résoudre les conflits et les malentendus. Expliquons-nous. Une déontologie prescrit ce qui doit être fait ou évité dans certaines situations précises. Si l'objectif n'est pas atteint ou si la situation tourne mal, cela ne saurait être imputé au professionnel qui a fait ce qu'il devait faire, mais aux circonstances, à la malchance, à la logique même de l'événement. Le fait que la situation n'ait pas abouti n'est pas imputable à un manquement ou à une négligence, ce n'est donc pas une faute mais un échec au sens où l'ensemble des conditions, dont certaines étaient par définition imprévisibles, n'étaient pas réunies pour que la situation se réalise. Dans une « société de plaignants », une déontologie fonctionne comme un dispositif éthico-juridique qui tend à réduire les risques de recours juridiques en rendant visible ce qui devait être fait normalement – et de manière minimale – dans telle ou telle situation précise.

■ **Le statut et la légitimité**

L'argument part d'un constat partagé : le déficit croissant de légitimité du statut dans les sociétés de l'évaluation (Vincent, 2001, p.42-43). Être titulaire, c'était savoir-faire ; le titre était perçu comme la garantie indiscutable de compétences et de savoir-faire. Le statut, il y a encore peu, garantissait *a priori* la qualité des pratiques. C'est ce lien analytique statut/compétences qui est aujourd'hui en train si ce n'est de se défaire tout au moins de se distendre, c'est cette équation que l'on conteste volontiers avec, disons-le, une primauté accordée à la compétence, entendue comme aptitude à mobiliser et à combiner *in situ* des ressources inscrites dans des contextes complexes et originaux. La personne compétente est celle qui sait construire des réponses pertinentes pour gérer des situations professionnelles de plus en plus complexes. Une telle définition amène à distinguer formation et professionnalisation. Si la formation vise à enrichir le capital des ressources incorporées, à s'entraîner à leur combinaison et à leur mobilisation, la professionnalisation ajoute à la formation l'organisation de situations de travail plurielles où s'expérimente, *in re*, la construction effective des compétences. Dès lors que le statut n'immunise plus contre le soupçon ou le discours réprobateur de l'incompétence, le

professionnel est alors dans l'obligation réitérée de faire ses preuves, de signifier et de manifester qu'il est compétent. Une déontologie est un trait d'union qui rapproche statut et compétences. C'est une arme anti-soupçon qui repose sur l'attestation, ou plus exactement, sur la mise en acte dans une extériorité visible d'un ensemble de compétences.

■ **L'exigence de transparence**

Depuis quatre à cinq décennies – le processus est assez difficile à dater – nous assistons à une lente érosion de la légitimité traditionnelle de l'école, évolution majeure qui mérite quelques commentaires. Jadis, la légitimité de l'école était institutionnelle. La noblesse de ses missions – transmettre des univers symboliques et former le citoyen – suffisait à la garantir. La manière dont celle-ci s'acquittait de sa tâche était l'objet d'une attention plutôt distante. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. L'école ne peut plus faire l'économie d'une information et d'une explication sur son projet d'établissement, sur son mode de fonctionnement ainsi que sur les dispositifs et les procédures disciplinaires qu'elle utilise. La légitimité de l'école est aujourd'hui une légitimité mixte : institutionnelle et fonctionnelle. Il s'agit donc moins d'une crise que d'une transformation de celle-ci, ou plus exactement, d'un glissement vers une légitimité de nature procédurale. Cette demande de transparence exige de l'école un ajustement à deux niveaux. Le premier regarde le fonctionnement institutionnel des établissements. Il convient notamment de préciser les projets et les objectifs, d'explicitier les modes d'organisation et les dispositifs de régulation. Le second concerne les différents acteurs dans leur pratique quotidienne. Quelles sont leurs prérogatives, leurs tâches, leurs obligations de service, ce qu'ils doivent faire et ne pas faire ? C'est moins une conformité didactique qu'une lisibilité déontologique qui est aujourd'hui exigée des enseignants. Le déplacement de la légitimité de l'institution scolaire met l'accent sur la dimension éthique et déontologique du métier et, au-delà, sur le rôle et la place de l'enseignant au sein de l'institution (Prairat, 2002, p.138-151).

■ **3. Arguments éthiques**

Dans cette dernière section, nous précisons le contenu et la forme que pourrait avoir une telle déontologie (le minimalisme déontologique). Il ne s'agit plus de défendre le choix déontologique en tant que tel, mais d'éprouver la pertinence éthique de l'option minimaliste dans un contexte sécularisé et pluraliste. Que faut-il appeler minimalisme déontologique ?

■ **L'option minimaliste**

Si une profession n'est ni une association (un rassemblement volontaire de personnes) ni une communauté (un groupe de personnes partageant une même conception du bien), elle n'en a pas moins un élément fédérateur qui est son utilité publique. Ce qui relie les membres, au sein d'une profession moderne, n'est ni ce qu'ils sont, ni ce qu'ils entendent à devenir mais ce qu'ils ont à faire ensemble, *hic et nunc*. Une déontologie enseignante doit donc comporter un préambule qui énonce les missions enseignantes et décline les valeurs professionnelles attachées à leur exercice. Au-delà de ce point, l'option dite minimaliste signifie trois choses. Tout d'abord que les normes doivent être peu nombreuses. Il doit s'agir d'un texte court articulé autour de quelques articles-clefs, d'un texte de référence sur lequel on peut prendre appui pour agir et faire des arbitrages (Principe de sobriété). Ensuite, les obligations ne doivent pas être « chimériques » mais raisonnables pour pouvoir être imposées et acceptées de tous. Ce qui est ici en jeu est moins « un principe de réalisme psychologique » (Flanagan, 1996, p.43) qu'une requête de stabilité, au sens où l'entend Rawls. Pour ce dernier, des institutions justes sont dites stables lorsqu'elles permettent d'acquérir « un sens suffisant de la justice » et peuvent faire l'objet d'un consensus dans une société plurielle (Rawls, 2006, p.179-183). Une déontologie doit travailler à donner à l'ensemble d'une profession ce que nous pourrions appeler, de manière analogue, « un sens suffisant de la morale » (Principe de stabilité) car la réflexion et l'agir éthiques requièrent pour se développer « une morale déjà là qui lui donne son contexte de sens » (Canto-Sperber, 2001, p.73). Enfin, le minimalisme déontologique est une option qui fait

silence sur l'excellence pédagogique – la modalité jugée la plus pertinente pour faire apprendre – et sur les mobiles de l'engagement professionnel ; c'est-à-dire sur ce qui atteste de l'irréductible pluralité de la communauté enseignante (Principe de neutralité). Tel est le paradoxe d'une déontologie moderne : être structurée à partir d'un lieu vide. Toute déontologie qui se hasarderait à énoncer les « bonnes raisons » d'être enseignant et poserait un profil unique d'excellence pédagogique ruinerait et le crédit et la liberté des praticiens. Sobriété, stabilité, neutralité : telles sont les trois caractéristiques qui définissent le minimalisme déontologique.

■ **Consensus et pluralisme**

Il importe de comprendre qu'élaborer une déontologie consiste à se mettre d'accord sur un ensemble de normes et de procédures, sans pour autant préjuger des raisons dernières qui fondent cet accord. En effet, les partisans d'une option conséquentialiste ou les tenants d'une éthique du devoir peuvent très bien adopter les mêmes normes de conduites (pensons au devoir de réserve, par exemple) tout en ayant des raisons morales personnelles très différentes de les adopter. Ce qui compte, dans une perspective déontologique, c'est d'en arriver à des normes et à des procédures partagées sans être tenu d'adhérer à l'ensemble des raisons disponibles qui seraient à même de légitimer ces normes. La recherche de points d'accord – car il s'agit bien de cela avec une déontologie – dispense les acteurs sociaux d'endosser ce que nous pourrions nommer avec Rawls une « doctrine compréhensive » (Rawls, 2006, p.4), c'est-à-dire un ensemble d'options éthiques particulières et de considérations personnelles relatives au sens ultime de l'acte d'enseigner. L'orientation déontologique est une perspective qui s'accorde avec « le fait du pluralisme », trait moderne de toute culture professionnelle ; elle offre ainsi la possibilité de consensus normatifs dans des univers socio-professionnels marqués par le dissensus éthique en résultant d'un « consensus par recoupement » (*overlapping consensus*), c'est-à-dire d'un accord pratique sur des normes et des procédures de nature éthico-juridique entre protagonistes ayant des motivations professionnelles et des convictions morales différentes (Rawls, 2000, p.245-283 et 358 ; Rawls, 2006, p.171-214).

■ **Un cadre de configuration**

Précisons maintenant la nature de la normativité déontologique. Une déontologie enferme non seulement des règles et des principes mais aussi des procédures et des prototypes. Cette hétérogénéité ne doit pas être regardée comme un artéfact, comme une imperfection normative mais, tout au contraire, comme la possibilité toujours ouverte d'une action adéquate. La norme déontologique est « une heuristique », pour reprendre le terme d'Olivier Favereau, dans la mesure où jamais elle ne s'applique mécaniquement aux situations qu'elle est censée régir (Favereau, 1994, p.132). Elle est un schéma, un modèle qui donne des indications qui doivent être mises en acte avec tact et doigté par les acteurs. Une déontologie est moins là pour prescrire que pour présenter un ensemble de modèles et d'orientations qui permettent de configurer nos interactions sociales. Dans la mesure où l'ordre de l'action n'est jamais réductible à l'ordre de la règle et ce, pour la bonne et simple raison qu'une action se déroule dans le temps et dans un contexte marqué par la contingence, il faut alors oublier le langage causaliste et comprendre que la relation qui unit normes et pratiques est une relation interne et non externe, une relation d'appartenance mutuelle et d'élaboration réciproque et non de causalité (Prairat, 2012, p.33-50). Une déontologie est un cadre de configuration qui offre, sous une forme objectivée, des indications pratiques, qui sont collectivement disponibles et qui sont la résultante d'apprentissages antérieurs dans différents domaines de la pratique professionnelle (De Munck, 1997, p.54). Une déontologie est, pourrions-nous dire, un *background*, elle est le nécessaire point d'appui pour poser des actes responsables et agir avec la détermination morale requise dans les situations qui tissent le quotidien professionnel.

■ **La raison et l'imagination**

Le travail moral porte sur des interdictions et des obligations à poser, des finalités à préciser, des pondérations et des justifications à énoncer, ou encore des dilemmes et des ambiguïtés à élucider. Il ne s'agit pas, en l'occurrence, de minimiser le rôle de la raison dans l'exercice moral.

Disons-le clairement, il n'y a pas d'agir moral sans une raison qui délibère, et sans doute faut-il admettre que la rationalité pratique n'est guère différente de la rationalité théorique. L'erreur serait d'omettre le rôle essentiel de l'imagination dans l'agir moral. « Dans le domaine de la morale, obsédée par les règles, la tradition classique, note Jean De Munck, a totalement sous-estimé l'importance de la perception des situations éthiques. On a voulu faire de l'éthicité une simple question de règles. Or un comportement nous apparaît lâche, courageux, généreux, droit, retors ou honnête en vertu d'une saisie d'ensemble de la situation. Nous apprenons la moralité à travers des exemples, réels ou fictifs. [...]. La réflexion morale devient alors une question de compétence imaginative » (De Munck, 1999, p.39). Évaluation des rapports de justesse et de convenance, travail de mise en relation et d'ajustement, la compétence éthique – si on accepte avec Vanessa Nurock que ce terme a bien un sens dans le domaine moral (Nurok, 2011, p.48-58) – est aussi une capacité pragmatique qui opère par rapprochements et variations sensibles. Elle se définit moins comme une aptitude à lire que comme une capacité à configurer imaginativement des situations. D'où l'importance déjà soulignée d'un cadre de configuration qui ne se substitue pas à l'exercice éthique mais qui en devient la condition de possibilité. Agir de manière éthique, c'est agir de manière convenable, c'est tout simplement savoir être à la hauteur.

Conclusion

Si chacun, au sein d'une profession, est responsable de ses actes et de ses comportements, ceux-ci ont aussi des conséquences en termes de reconnaissance et de crédibilité pour l'ensemble de la profession. À l'inverse, la mise en cause d'une profession, en tant que telle, est toujours mise en cause, ne serait-ce que de manière indirecte, des membres individuels qui la composent. Cette solidarité de fait crée, par-delà les responsabilités individuelles directes, de nouvelles responsabilités : de la profession envers le professionnel et de celui-ci envers l'ensemble des membres de la profession. La déontologie est le « lieu » où s'explicite cette solidarité professionnelle et où s'affirme la distinction entre identité publique (du professionnel) et identité privée (de la personne). Si les pouvoirs publics incitent parfois les professions à entrer dans un processus de déontologisation, il n'est pas rare, comme le montre à l'envi l'actualité, que ce soient les professionnels qui en prennent l'initiative, car l'impact d'une déontologie dépasse toujours les strictes limites de la profession. Hegel (1989, § 250-256) et Durkheim (1995, p.41-78) l'ont bien vu. En situant la morale professionnelle entre la morale personnelle et la morale civique, ils la définissent comme une régulation intermédiaire essentielle à la morale publique.

Bibliographie

- CANTO-SPERBER M. (2001), *L'inquiétude morale et la vie humaine*, Paris, Presses Universitaires de France.
- DE MUNCK J. (1997), « Normes et procédures : les coordonnées d'un débat », *Les mutations du rapport à la norme. Un changement dans la modernité ?*, J. De Munck & M. Verhoeven (dir.), Paris/Bruxelles, De Boeck Université, p.25-63.
- DE MUNCK J. (1999), *L'institution sociale de l'esprit*, Paris, Presses Universitaires de France.
- DURKHEIM E. (1995), *Leçons de sociologie*, Paris, Presses Universitaires de France.
- FAVEREAU O. (1994), « Règles, organisation et apprentissage collectif : un paradigme non standard pour trois théories hétérodoxes », *Analyse économique des conventions*, A. Orléans (dir.), Paris, Presses Universitaires de France.
- FLANAGAN O. (1996), *Psychologie morale et éthique*, Paris, Presses Universitaires de France.
- HEGEL G.-W.-F. (1989), *Principes de la philosophie du droit ou droit naturel et science de l'état abrégé*, Paris, Librairie Philosophique Vrin.

NUROCK V. (2011), *Sommes-nous naturellement moraux ?*, Paris, Presses Universitaires de France.

OBIN J.-P. (1994), « Pour les professionnels de l'éducation nationale : morale, éthique ou déontologie ? », *Éducation & Devenir*, n°13, p.3-12.

PRAIRAT E. (2002), « La lente désacralisation de l'ordre scolaire », *Esprit*, n°290, p.138-151.

PRAIRAT E. (2009), *De la déontologie enseignante*, Paris, Presses Universitaires de France.

PRAIRAT E. (2012), « Considérations sur l'idée de norme », *Les sciences de l'éducation, Pour l'Ère nouvelle*, volume 45, 1-2, p.33-50.

RAWLS J. (2000), *Justice et démocratie*, Introduction, présentation et glossaire de C. Audard, Paris, Éditions du Seuil.

RAWLS J. (2006), *Libéralisme politique*, Traduction par C. Audard, Paris, Presses Universitaires de France.

ROMAN J. (1998), *La démocratie des individus*, Paris, Calmann-Lévy.